



Au Canada, la chaîne de l'agriculture et de la transformation des aliments forme la base économique de la croissance de toutes les autres industries. Représentant 310 000 membres dans 20 secteurs, Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada. Unifor compte 10 000 membres dans l'industrie des aliments et des boissons, mais des milliers d'autres dans le secteur du transport ferroviaire, routier et maritime, dont plusieurs transportent des produits agricoles. L'industrie de la transformation des aliments, où se concentrent les membres d'Unifor, représente une valeur de 27 milliards de dollars par année et intervient pour 7,3 milliards de dollars dans les exportations canadiennes. Les membres d'Unifor travaillent pour certaines des plus grandes entreprises agroalimentaires du Canada, dont Coca-Cola, Black Diamond, Nestlé, Saputo et Les Aliments Maple Leaf.



### Priorités d'Unifor

Dans l'industrie agroalimentaire, la stratégie de création d'emplois, d'innovation et de croissance du gouvernement fédéral se centre sur la déréglementation ainsi que la libéralisation du commerce et des investissements. Le plan de développement de l'industrie agroalimentaire canadienne doit donc être revu. Unifor envisage une production agricole et une transformation alimentaire contemporaines, responsables et durables sur le plan socioécologique.

Au Canada, environ 2,3 millions de personnes travaillent dans les industries agricoles et agroalimentaires, dont à peu près 10 % dans l'industrie de la transformation des aliments. Beaucoup de travailleurs, en particulier dans le secteur agricole, sont inscrits dans le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET). Les employeurs en abusent constamment. Au lieu d'accroître la rémunération de leurs employés pour attirer et fidéliser la main-d'œuvre locale, ils utilisent le PTET pour passer outre aux niveaux de rémunération au Canada. En raison d'une surveillance réglementaire insuffisante, ils sont même souvent capables de passer outre aux lois du marché du travail.

Les soi-disant accords de « libre-échange » déjà signés ou en cours de négociation menacent les emplois de qualité dans l'industrie agroalimentaire canadienne. Le gouvernement Harper a commis une erreur en acceptant d'augmenter les importations de fromages européens comme condition à la signature de l'Accord économique et commercial global. Le doublement de leur quota d'importation forcera les agriculteurs à réduire leur production laitière, ce qui fera baisser leur revenu. Il s'agit là d'une première mesure pour affaiblir le système de gestion de l'offre laitière, qui offre aux consommateurs canadiens des produits laitiers de qualité à un prix stable, tout en permettant aux agriculteurs de tirer leur revenu du marché plutôt que des subventions gouvernementales (comme en Europe).

Le Partenariat transpacifique (PTP) représente une menace encore plus grave pour le système de la gestion de l'offre au Canada. Le gouvernement Harper prétendait que le PTP protégerait les trois piliers de la gestion de l'offre, mais il a aussi admis qu'il accorderait un accès aux nouveaux marchés par la mise en place de quotas sur cinq ans : 3,25 % pour les produits laitiers, 2,3 % pour les œufs, 2,1 % pour le poulet, 2 % pour la dinde et 1,5 % pour les œufs d'incubation de poulet à chair. Le gouvernement a promis un plan de compensation de 4,3 milliards de dollars à l'industrie. Évidemment, il ne lui offrirait pas de compensation s'il avait négocié une entente favorable. Le Syndicat national des cultivateurs a dénoncé le PTP, car il mettrait en péril des secteurs soumis à

la gestion de l'offre au nom de ce qu'il a appelé des « gains illusoires » dans les industries bovine, porcine et céréalière. Il a fait valoir que la gestion de l'offre n'avait jamais rien coûté aux contribuables, mais que le plan de compensation proposé par le gouvernement les exposerait dorénavant aux pertes économiques des agriculteurs canadiens. Le Syndicat national des cultivateurs craint que des concessions encore plus importantes soient exigées lors des futures rondes de négociations.

## → Questions spécifiques et recommandations

Unifor demande au gouvernement fédéral de recentrer sa politique et ses programmes agricoles sur les principes de la souveraineté alimentaire et de la durabilité, au lieu de les axer entièrement sur les exportations. L'industrie agroalimentaire devrait non seulement nourrir les Canadiens, mais aussi offrir des emplois de qualité à la population locale. Unifor recommande ce qui suit :

- Que la gestion de l'offre procure aux agriculteurs canadiens un revenu stable en fonction de leurs coûts de production. Par conséquent, le gouvernement devrait s'engager à protéger les produits soumis à la gestion de l'offre dans tous les accords commerciaux.
- Que le gouvernement fédéral aide l'industrie canadienne de la transformation des aliments et veille à ce que la population locale, surtout les jeunes et les travailleurs saisonniers, trouve des emplois de qualité.
- Que le gouvernement fédéral rétablisse la Commission canadienne du blé ou mette en place un mécanisme de réglementation de la production céréalière pour que tous les agriculteurs aient la même possibilité d'expédier leurs grains, de faire contrepoids au pouvoir des grandes sociétés céréalières et d'accorder la priorité, pour ce qui est du transport, aux petites entreprises céréalières, aux wagons de producteurs et aux chemins de fer d'intérêt local.
- Que le gouvernement fédéral apporte du financement et de l'aide aux agriculteurs pour s'assurer qu'ils s'adaptent aux changements climatiques et jouent un rôle dans le stockage de carbone ou toute autre initiative de réduction des gaz à effet de serre. Comme mesure initiale, Unifor recommande que le gouvernement fédéral recommence à financer le Programme de pâturages communautaires, lancé à l'origine par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.

Préparé par : Service de recherche d'Unifor

**Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :**  
**Service de la mobilisation des membres et**  
**de l'action politique d'Unifor**

politicalaction@unifor.org

416-718-8493

1-800-268-5763 poste 8493

**Unifor.org**

